

La chute de Kaboul aux mains des talibans le 15 août 2021 est une défaite politique et idéologique majeure pour l'Empire états-unien. Les hélicoptères bondés transportant le personnel de l'ambassade états-unienne à l'aéroport de Kaboul rappelaient étonnamment des scènes de Saïgon, aujourd'hui Hô Chi Minh-Ville, en avril 1975. La rapidité avec laquelle les forces talibanes ont pris d'assaut le pays a été stupéfiante ; sa perspicacité stratégique remarquable.

Une offensive d'une semaine s'est terminée triomphalement à Kaboul. L'armée afghane de 300 000 hommes s'est effondrée. Beaucoup de soldats ont refusé de se battre. En fait, des milliers d'entre eux sont passés aux talibans, qui ont immédiatement exigé la reddition inconditionnelle du gouvernement fantoche. Le président Ashraf Ghani, un favori des médias états-uniens, a fui le pays et a cherché refuge à Oman. Le drapeau de l'émirat flotte maintenant au-dessus de son palais présidentiel. À certains égards, l'analogie la plus proche n'est pas Saïgon, mais le Soudan du XIXe siècle, lorsque les forces du Mahdi sont entrées à Khartoum et ont martyrisé le général Gordon. William Morris a célébré la victoire du Mahdi comme un revers pour l'Empire britannique. Cependant, alors que les insurgés soudanais tuaient toute une garnison, Kaboul a changé de mains avec peu d'effusion de sang. Les talibans n'ont même pas tenté de prendre l'ambassade des États-Unis, et encore moins d'attaquer le personnel états-unien.

Le vingtième anniversaire de la « guerre contre le terrorisme » s'est ainsi terminé par une défaite prévisible des États-Unis, l'OTAN et d'autres qui sont montés dans le train. Indépendamment de la façon dont la politique des talibans est considérée, et j'en ai moi-même été un critique sévère pendant de nombreuses années, on ne peut nier qu'elle a atteint ses objectifs. Dans une période où les États-Unis ont détruit un pays arabe après l'autre, aucune résistance n'a jamais émergé capable de défier les forces d'occupation. Cette défaite pourrait bien être un tournant. C'est pourquoi les dirigeants politiques européens se plaignent. Ils ont soutenu sans réserve les États-Unis en Afghanistan, et eux aussi ont subi une humiliation.

Biden n'avait plus le choix. Les États-Unis avaient annoncé qu'ils se retireraient d'Afghanistan en septembre 2021 sans atteindre aucun de leurs objectifs de « libération » : liberté et démocratie, égalité des droits pour les femmes et destruction des talibans. Bien qu'ils soient peut-être vaincus militairement, les larmes versées par les libéraux amers confirment l'ampleur de la défaite. La plupart d'entre eux, Frederick Kagan dans le *New York Times*, Gideon Rachman du côté du *Financial Times*, estiment que le retrait aurait dû être retardé pour garder les talibans à distance. Mais M. Biden ratifiait simplement le processus de paix initié par M. Trump, avec le soutien du Pentagone, qui a vu un accord conclu en février 2020 en présence des États-Unis, des talibans, de l'Inde, de la Chine et du Pakistan. L'establishment sécuritaire états-unien savait que l'invasion avait échoué : les Talibans ne pouvaient pas être soumis, quelle que soit la durée de leur présence. L'idée que le retrait précipité de Biden a en quelque sorte renforcé les miliciens talibans est absurde.

Le fait est que depuis plus de vingt ans, les États-Unis n'ont pas réussi à construire quoi que ce soit qui puisse racheter leur mission. La zone verte brillamment éclairée était toujours entourée d'une obscurité que ses habitant·es ne pouvaient pas comprendre. Dans l'un des pays les plus pauvres du monde, des milliards ont été dépensés chaque année pour installer l'air conditionné dans les casernes abritant les soldats et les officiers américains, tandis que de la nourriture et des vêtements étaient régulièrement transportés

à partir de bases du Qatar, d'Arabie saoudite et du Koweït. Il n'est pas surprenant qu'un immense quartier pauvre ait grandi à la périphérie de Kaboul, alors que les pauvres se rassemblaient pour vivre en faisant les poubelles. Les bas salaires versés aux services de sécurité afghans n'ont pas réussi à les convaincre de combattre leurs compatriotes.

L'armée, formée sur deux décennies, avait été infiltrée à un stade précoce par des partisans des talibans, qui ont reçu une formation gratuite sur l'utilisation d'équipements militaires modernes et ont agi comme espions de la résistance afghane. Telle était la misérable réalité de l'« intervention humanitaire ». Pendant les années talibanes, la production d'opium était strictement supervisée. Depuis l'invasion américaine, elle a considérablement augmenté et représente aujourd'hui 90 % du marché mondial de l'héroïne, ce qui fait que l'on se demande si ce conflit prolongé devrait être considéré, au moins en partie, comme une nouvelle guerre de l'opium. Des milliards de profits ont été réalisés et partagés entre les secteurs afghans qui ont servi l'occupation. Les officiers occidentaux ont été généreusement payés pour permettre ce commerce. Un jeune Afghan sur dix est maintenant accro à l'opium. Les chiffres des forces de l'OTAN ne sont pas disponibles.

Quant à la situation des femmes, peu de choses ont changé. Il y a eu peu de progrès social en dehors de la zone verte envahie d'ONG. L'une des principales féministes du pays, en exil, a fait remarquer que les femmes afghanes avaient trois ennemis : l'occupation occidentale, les talibans et l'Alliance du Nord. Avec le départ de l'Amérique, dit-elle, elles en auront deux. (Au moment de la rédaction de ce rapport, il pourrait peut-être être modifié d'un point, car les avancées des talibans dans le nord ont anéanti des factions clés de l'Alliance avant que Kaboul ne soit capturée).

Malgré les demandes répétées des journalistes et des militant·es, aucun chiffre fiable n'a été publié sur l'industrie du travail du sexe qui s'est développée pour servir les armées d'occupation. Il n'existe pas non plus de statistiques crédibles sur les viols, bien que les soldats américains aient fréquemment commis des violences sexuelles contre des « suspects de terrorisme », violé des civiles afghanes et donné le feu vert à la maltraitance des enfants par les milices alliées. Pendant la guerre civile yougoslave, la prostitution s'est multipliée et la région est devenue un centre de trafic sexuel. La participation de l'ONU dans cette entreprise rentable a été bien documentée. En Afghanistan, tous les détails ne sont pas encore connus.

Plus de 775 000 soldats états-uniens ont combattu en Afghanistan depuis 2001. Parmi eux 2 448 sont morts, ainsi que près de 4 000 agents contractuels [membres de services de sécurité privés]. Environ 20 589 personnes ont été blessées au combat selon le ministère de la Défense. Le nombre de victimes afghanes est difficile à calculer, car on ne compte pas les « morts d'ennemis » qui incluent des civil·es. Carl Conetta, du *Projet on Defense Alternatives*, a estimé qu'au moins 4 200 à 4 500 civil·es avaient été tué·es à la mi-janvier 2002 à la suite de l'assaut américain, à la fois directement en tant que victimes de la campagne de bombardements aériens et indirectement dans la crise humanitaire qui a suivi. En 2021, l'Associated Press rapportait que 47 245 civil·es avaient été tué·es par l'occupation. Les militant·es afghan·es des droits civiques ont donné un total plus élevé, insistant sur le fait que 100 000 Afghan·es (dont beaucoup de non-combattant·es) avaient été tué·es et trois fois ce nombre avait été blessé·es.

En 2019, le *Washington Post* a publié un rapport interne de 2 000 pages commandé par le gouvernement fédéral américain. Pour analyser les échecs de sa plus longue guerre : « Les documents de l'Afghanistan ». Il s'est appuyé sur une série d'entretiens avec des généraux

états-uniens (retraités et actifs), des conseillers politiques, des diplomates, des travailleurs humanitaires, etc. Son évaluation combinée était accablante. Le général Douglas Lute, le « tsar de la guerre afghane » sous Bush et Obama, a avoué que « nous étions dépourvus d'une compréhension fondamentale de l'Afghanistan, nous ne savions pas ce que nous faisons... Nous n'avions pas la moindre idée de ce que nous faisons [...] Si seulement le peuple américain connaissait l'ampleur de ce dysfonctionnement ». Un autre témoin, Jeffrey Eggers, un Navy Seal à la retraite et membre du personnel de la Maison Blanche sous Bush et Obama, a souligné l'énorme gaspillage de ressources : « Qu'avons-nous obtenu pour ce milliard de dollars d'efforts ? Cela valait-il 1 billion de dollars ?... Après l'assassinat d'Oussama ben Laden, j'ai dit qu'Oussama riait probablement dans sa tombe au fond de l'océan en considérant combien nous avons dépensé en Afghanistan ». Il aurait pu ajouter : « Et nous avons quand même perdu. ».

Qui était l'ennemi ? Les talibans, le Pakistan, tous les Afghans ? Un soldat états-unien de longue date était convaincu qu'au moins un tiers de la police afghane était accro à la drogue et qu'une autre partie importante soutenait les talibans. Cela a soulevé un problème majeur pour les soldats états-uniens, comme l'affirmait un témoignage d'un chef anonyme des forces spéciales en 2017 : « Ils pensaient que j'allais leur indiquer avec une carte où vivent les bons et les mauvais... Il leur a fallu plusieurs conversations pour comprendre que je n'avais pas cette information entre mes mains. Au début, ils n'arrêtaient pas de demander : « Mais qui sont les méchants, où sont-ils ? ».

Donald Rumsfeld a exprimé le même sentiment en 2003. « Je n'ai aucune perception claire sur qui sont les méchants en Afghanistan ou en Irak », a-t-il écrit. « J'ai lu toutes les informations de la communauté du renseignement, et nous semblons en savoir beaucoup, mais en fait, en y regardant de plus près, vous découvrez que nous n'avons rien qui soit exploitable. Nous sommes terriblement déficients en renseignements humains ».

L'incapacité de faire la distinction entre un ami et un ennemi est un problème grave, non seulement au niveau schmittéen, mais pratique. Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre alliés et adversaires après une attaque à l'engin explosif improvisé sur un marché urbain bondé, vous réagissez en attaquant tout le monde et en créant plus d'ennemis dans le processus.

Le colonel Christopher Kolenda, conseiller de trois généraux en service, a souligné un autre problème qu'a rencontré la mission états-unienne. La corruption a été endémique dès le début, a-t-il dit ; le gouvernement karzaï s'est « auto-organisé en kleptocratie ». Cela a sapé la stratégie post-2002 de construction d'un État à même de survivre à l'occupation :

« La corruption mineure est comme le cancer de la peau, il y a des façons d'y faire face et vous serez probablement d'accord. La corruption au sein des ministères, de niveau supérieur, est comme le cancer du côlon ; c'est pire, mais si vous le détectez tôt, vous pouvez vous en sortir. Quant à la kleptocratie, elle équivaut à un cancer du cerveau, elle est fatale ».

Bien sûr, l'État pakistanais, où la kleptocratie est enracinée à tous les niveaux, a survécu pendant des décennies. Mais les choses n'ont pas été aussi simples en Afghanistan, où les efforts d'édification de la nation ont été dirigés par une armée d'occupation et où le gouvernement central disposait d'un faible soutien populaire.

Qu'en est-il des fausses informations selon lesquelles les talibans ont été vaincus et ne

pourraient jamais revenir ? Un haut responsable du Conseil national de sécurité a réfléchi aux mensonges répandus par ses collègues :

« Ce sont vos explications. Par exemple, au début, ils disaient : « Les attaques [des talibans] s'aggravent ? C'est parce qu'il y a plus de cibles à tirer, donc cette augmentation des attaques est un faux indicateur d'instabilité. » Trois mois plus tard, les attaques ne cessent de s'aggraver ? C'est parce que les talibans désespèrent et c'est donc le signe que nous sommes en train de gagner » Et cela a continué encore et encore pour deux raisons : il fallait que toutes les personnes impliquées apparaissent à leur avantage, et que les troupes et les ressources paraissent indispensables au point que sans elles, la situation du pays semble vouée à la détérioration ».

Tout cela constituait un secret de polichinelle dans les chancelleries et les ministères de la Défense de l'OTAN en Europe. En octobre 2014, le secrétaire britannique à la Défense Michael Fallon a admis que « des erreurs ont été commises sur le plan militaire, des erreurs ont été commises par les politiciens de l'époque et cela remonte à 10, 13 ans... Nous n'allons pas renvoyer des troupes de combat en Afghanistan, en aucune circonstance ». Quatre ans plus tard, le Premier ministre Theresa May a redéployé des troupes britanniques en Afghanistan, doublant le nombre de combattants « pour aider à faire face à la situation sécuritaire fragile ». Aujourd'hui, les médias britanniques se font l'écho du Foreign Office et reprochent à M. Biden d'avoir fait le mauvais choix au mauvais moment, le chef des forces armées britanniques, Sir Nick Carter, suggérant quant à lui qu'une nouvelle invasion pourrait être nécessaire. Les députés conservateurs, les nostalgiques de la colonisation, les journalistes de service et les lèches-bottes de Blair se bousculent pour demander une présence britannique permanente dans cet État déchiré par la guerre.

Chose étonnante : ni le général Carter ni ses subalternes ne semblent avoir saisi l'ampleur de la crise face à la machine de guerre US telle que décrite dans les « Afghan Papers ». Si les responsables américains ont commencé à prendre acte de la réalité de la situation, leurs homologues britanniques s'accrochent encore à une image fantasmée de l'Afghanistan. Pour certains, le retrait mettra la sécurité de l'Europe en danger, avec le regroupement d'al-Qaeda au sein du nouvel émirat islamique. Ces anticipations sont toutefois assez hypocrites. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont, pendant des années, armé et assisté al-Qaeda en Syrie, comme ils l'avaient fait en Bosnie et en Libye. Jouer ainsi sur les peurs ne peut fonctionner que sur fond d'ignorance crasse. L'opinion publique britannique, au moins, ne semble pas s'être laissée impressionner. L'histoire impose parfois des vérités urgentes à un pays lorsque les faits apparaissent clairement à la vue de tous, ou lorsque ses élites sont démasquées. Le retrait en court relève d'un de ces cas de figure. Les britanniques, déjà hostiles à la « guerre au terrorisme », pourraient bien durcir leur opposition à de futures conquêtes militaires.

Que nous réserve l'avenir ? Reproduisant le modèle développé pour l'Irak et la Syrie, les États-Unis ont annoncé une unité militaire spéciale permanente, composée de 2 500 soldats, qui sera stationnée sur une base koweïtienne, prête à s'envoler pour l'Afghanistan et à bombarder, tuer et mutiler si nécessaire. Pendant ce temps, une délégation talibane de choc s'est rendue en Chine en juillet dernier, promettant que le pays ne serait plus jamais utilisé comme rampe de lancement pour des attaques contre d'autres États. Des entretiens amicaux ont eu lieu avec le ministre chinois des Affaires étrangères, où il fut question de liens commerciaux et économiques. Le sommet a rappelé des rencontres similaires entre

les moudjahidines afghans et les dirigeants occidentaux au cours des années 1980, les premiers apparaissant dans leurs costumes wahhabites et leurs barbes de rigueur dans le décor spectaculaire de la Maison-Blanche ou du 10 Downing Street. Mais maintenant, avec l'OTAN battant en retraite, les principaux acteurs sont la Chine, la Russie, l'Iran et le Pakistan (qui a certainement fourni une assistance stratégique aux talibans et pour qui il s'agit d'un grand triomphe politico-militaire). Aucun d'entre eux ne veut d'une nouvelle guerre civile, contrairement aux États-Unis et à leurs alliés après le retrait soviétique.

Les relations étroites de la Chine avec Téhéran et Moscou pourraient lui permettre de travailler à assurer une paix fragile aux citoyens de ce pays traumatisé, avec l'aide du maintien de l'influence russe au nord.

Il a beaucoup été question de l'âge moyen en Afghanistan : 18 ans, dans une population de 40 millions d'habitants. En soi, cela ne veut rien dire. Mais il y a un espoir que les jeunes Afghan-es se battent pour une vie meilleure après quarante ans de conflit. Pour les femmes afghanes, la lutte est loin d'être terminée, même s'il ne reste qu'un seul ennemi. En Grande-Bretagne et ailleurs, tous ceux qui veulent continuer à se battre devraient se concentrer sur les réfugié-es qui frapperont bientôt à la porte de l'OTAN. À tout le moins, le refuge est ce que l'Occident leur doit : réparation bien modeste pour une guerre inutile.

16/8/2021.

*

Cet article a été publié le 18 août 2021 sur le site de la [New Left Review](#).

Traduction par le site Presse-toi à gauche, revue par *Contretemps*.